

Il faut demander des comptes à ceux qui soutiennent le Qatar



Article rédigé par *Fabrice Robert*, le 08 juin 2017

L'attentat islamiste qui a frappé Londres le 3 juin dernier a eu d'importantes répercussions dans le monde arabe.

L'attentat islamiste qui a frappé Londres le 3 juin dernier a eu d'importantes répercussions dans le monde arabe. C'est ainsi que l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le Bahreïn et l'Égypte ont décidé de rompre leurs relations diplomatiques avec le Qatar. Cet émirat – petit par la taille mais important par sa puissance financière – est présenté comme un soutien aux groupes terroristes islamistes. Cette accusation ne date pas d'hier mais on attend toujours – à l'instar des pays du Golfe – une réaction ferme des autorités françaises. Pourquoi une telle complaisance ? Louis Aliot a d'ailleurs annoncé que le Front national compte réclamer prochainement *« une commission d'enquête sur les liens financiers qui existent aujourd'hui entre le Qatar et un certain nombre d'organisations en France et même d'hommes politiques »*.

La question mérite, en effet, d'être posée. Les Identitaires dénoncent depuis un certain temps – par un certain nombre d'actions – le rachat progressif de notre pays par le richissime petit émirat.

Les Qataris voient dans notre pays – affaibli par la mondialisation, en proie à une immigration de masse, gouverné par une clique d'incompétents depuis trop longtemps – une façon de placer leur fragile fortune qui repose sur des biens périssables. Du PSG aux investissements dans plusieurs grandes entreprises françaises (comme Vivendi ou LVMH) en passant par les rachats de palaces ou d'hôtels particuliers, on ne compte plus les emplettes du Qatar en France. Avec la complicité totale de nos dirigeants, qui multiplient les voyages à Doha, le Qatar rachète donc peu à peu notre pays et des pans entiers de notre économie.

Alors qu'on saigne les classes moyennes en augmentant les impôts, qu'on ose nous bassiner avec une pseudo « justice fiscale », les investisseurs qataris bénéficient, quant à eux, d'incroyables avantages fiscaux. Ces avantages sont issus d'une convention fiscale sur mesure signée entre les deux pays en 2008 et qui accorde, entre autres, une exonération sur les plus-values immobilières et des détaxations en matière d'ISF. Pour les Français, l'austérité. Et les richissimes Qataris, eux, sont exonérés ! Quand s'arrêtera la blague ?

Alors que le Qatar est, aujourd'hui, mis en quarantaine par ses voisins du Golfe, le moment est peut-être aussi venu de réclamer des comptes à certains hommes politiques qui multiplient, depuis des années, les voyages à Doha. Il est temps, aussi, d'en savoir un peu plus sur la réalité des investissements qataris dans notre pays. Il y a, tout simplement, une demande de vérité et de transparence.

Voici un certain nombre de réclamations qui pourraient être formulées :

– l'ouverture d'une enquête et d'une commission parlementaire pour faire la lumière et un audit sur les investissements du Qatar en France. Cette demande a, d'ailleurs, déjà été faite par Julien Dray (PS) et Lionnel Luca (Les Républicains) ;

- l’annulation immédiate des privilèges fiscaux absolument scandaleux octroyés au Qatar ;
- la suspension de toutes les opérations d’achat et d’investissement émanant du Qatar, en attendant qu’un audit précis ait été fait.

Enfin, alors que la France est durement frappée par le terrorisme islamiste, il conviendrait peut-être un jour de remettre enfin en cause les relations avec un pays qui soutient des groupes en guerre contre les valeurs de la civilisation européenne.

[source : Boulevard Voltaire]